

Swiss Olympic

Statuts en matière d'éthique pour le sport suisse

Projet du 26 août 2021

Sommaire

Introduction	3
1 Domaine d'application	3
1.1 Domaine d'application : acteurs concernés.....	3
1.2 Domaine d'application : facteurs techniques et géographiques.....	4
2 Manquements à l'éthique	4
2.1 Mauvais traitements	4
2.1.1 Inégalité de traitement et discrimination	4
2.1.2 Atteinte à l'intégrité psychique	4
2.1.3 Atteinte à l'intégrité physique	5
2.1.4 Atteinte à l'intégrité sexuelle	5
2.1.5 Non-respect d'un devoir d'assistance	5
2.2 Abus d'une fonction au sein d'une organisation sportive à des fins privées ou pour générer des avantages personnels	5
2.2.1 Corruption et acceptation de cadeaux ou d'autres avantages	5
2.2.2 Non-divulgaration de conflits d'intérêts	6
2.3 Comportement déloyal	6
2.4 Incitation, participation et tentative	6
3 Abus	6
4 Devoirs de participation	6
4.1 Intégration et application des Statuts	6
4.2 Information et formation	7
4.3 Obligation de signalement des personnes occupant une fonction d'assistance ou de surveillance particulière	7
4.4 Participation aux enquêtes relatives à des manquements aux Statuts	7
5 Procédure	8
5.1 Signalement	8
5.2 Consultation de premier recours	8
5.3 Première évaluation et classement des signalements	8
5.4 Procédure d'enquête	9
5.5 Rapport d'enquête	9
5.6 Jugement de la chambre disciplinaire	9
5.7 Procédure en cas d'abus	10
5.8 Contestation de décisions de la chambre disciplinaire	10
5.9 Mesure transitoire	10

5.10	Principes de la procédure	11
5.10.1	Protection de la personne qui signale un cas	11
5.10.2	Droit d'être informé et entendu	11
5.11	Protection de la procédure	11
5.12	Règlements de procédure	12
6	Conséquences	12
6.1	Mesures disciplinaires	12
6.2	Proportionnalité des mesures disciplinaires	12
6.3	Publication des décisions de la chambre disciplinaire	13
6.4	Autres mesures	13
6.5	Mesures visant à éliminer les abus	13
7	Notification aux organisations sportives et au grand public.....	14
8	Dispositions finales et transitoires	14
8.1	Prescription.....	14
8.2	Abrogation ou adaptation des règlements existants	15
8.3	Interprétation.....	15

Introduction

La Charte d'éthique de Swiss Olympic et de l'Office fédéral du sport (OFSP) définit les valeurs fondamentales, bases d'un sport sain, respectueux, fair-play, durable et performant.

La transmission de ces valeurs passe par l'information et la formation, combinées à un système d'intervention en cas de violation de ces valeurs.

Avec les règlements d'organisation et de procédure correspondants, les présents Statuts en matière d'éthique (ci-après dénommés « Statuts ») jettent les bases du système de signalement, d'enquête et de sanction en cas de manquements à certaines règles de conduite et de constatation d'abus dans le sport suisse.

1 Domaine d'application

1.1 Domaine d'application : acteurs concernés

¹Les présents Statuts s'appliquent aux organisations et personnes suivantes :

²Organisations sportives :

- a) Swiss Olympic ainsi que ses fédérations membres et organisations partenaires ;
- b) Les membres directs et indirects des organisations citées à la let. a (par ex. fédérations affiliées, régionales ou cantonales, sections, clubs).

³Organisations qui adhèrent volontairement aux présents Statuts.

⁴Personnes physiques :

- a) Les membres d'une organisation sportive ;
- b) Les personnes qui exercent une fonction au sein d'un organe ou d'un groupe de travail d'une organisation sportive ;
- c) Les personnes qui postulent pour une fonction au sein d'une organisation sportive ;
- d) Les personnes employées par une organisation sportive ou une organisation au sens des al. 2 et 3 ;
- e) Les sportifs et les sportives pratiquant une activité sportive organisée par une organisation sportive ou envisageant de le faire ;
- f) Le personnel encadrant de sportifs et de sportives au sens de la let. e (par ex. entraîneurs, médecins du sport, physiothérapeutes, coaches techniques et/ou mentaux, nutritionnistes, psychologues du sport) ;
- g) Les arbitres et les juges, les délégués techniques ou toute autre personne exerçant une fonction en lien avec des manifestations sportives au sens de la let. e ;
- h) Les titulaires d'une Swiss Olympic Card ainsi que les personnes chargées de leur éducation si ceux-ci sont mineurs ;
- i) Les personnes qui adhèrent volontairement aux présents Statuts.

1.2 Domaine d'application : facteurs techniques et géographiques

¹Les présents Statuts sont applicables, sous réserve des alinéas suivants, à tout comportement des organisations et des personnes citées à l'article 1.1 dans la mesure où ledit comportement est en lien avec la pratique du sport ou peut avoir des effets sur le sport et son image publique.

²Tout manquement à d'autres règlements de fédération qui ne constituent pas un manquement à l'éthique ou un abus au sens des articles 2 et 3 fera l'objet d'une enquête et d'une décision selon les procédures de l'organisation sportive nationale ou internationale compétente. Cela comprend notamment les manquements à des règlements de jeu et de compétition, les violations de règles antidopage, les manipulations de compétitions sportives ou les paris sportifs non autorisés. Les décisions de juges-arbitres, ainsi que les décisions de sélection pour les compétitions nationales et internationales, sont également exclues du domaine d'application des présents Statuts.

³En cas d'infraction aux présents Statuts relevant également de la compétence d'autres organisations sportives, Swiss Sport Integrity et les autres organisations sportives se coordonnent, échangent autant que possible des informations fiables, tiennent compte d'éventuelles enquêtes en cours ou sanctions prises par les autres organes et évitent les doubles procédures.

⁴Toute infraction légale fait en principe l'objet d'une enquête et d'une sanction de la part des autorités compétentes. Il n'est pas exclu qu'une enquête parallèle de Swiss Sport Integrity mène à une procédure pénale. En cas de comportement constitutif d'une infraction aux présents Statuts et au droit pénal, Swiss Sport Integrity cherche à collaborer avec les autorités compétentes dans la mesure où cela est possible et autorisé par la loi.

2 Manquements à l'éthique

Les infractions et actes ci-après constituent des manquements aux présents Statuts susceptibles de donner lieu à des sanctions (« manquements à l'éthique »).

2.1 Mauvais traitements

2.1.1 Inégalité de traitement et discrimination

Cette infraction désigne l'inégalité de traitement et la discrimination d'autres personnes en raison de leur couleur de peau, de leurs origines, de leur nationalité, de leur origine sociale, de leur sexe, de leur âge, d'un handicap, d'une maladie mentale, de leur langue, de leur religion, de leur opinion politique ou de leur opinion divergente, de leur statut, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou pour toute autre raison.

2.1.2 Atteinte à l'intégrité psychique

¹Cette infraction désigne le harcèlement à travers des paroles, du mobbing et des actes systématiques et répétés faisant qu'une personne est exclue ou atteinte dans sa dignité, ou encore le stalking, c'est-à-dire le harcèlement obsessionnel à l'égard d'une personne.

²On parle notamment d'atteinte psychique quand une personne profite de sa position d'autorité ou d'un lien de dépendance vis-à-vis d'une personne vulnérable et, par des comportements intentionnels, persistants et répétés qui n'incluent pas de contacts physiques, provoque une altération pathologique de l'état de cette personne.

³L'atteinte à l'honneur d'une autre personne à travers des propos ou des actes dégradants, malveillants, moqueurs ou diffamatoires constitue également une forme d'atteinte à l'intégrité psychique.

2.1.3 Atteinte à l'intégrité physique

Cette infraction désigne toute atteinte immédiate et ciblée à l'intégrité physique d'une personne par des actes délibérés non désirés qui peuvent occasionner des douleurs, d'autres préjudices ou blessures physiques, notamment en frappant, en cognant, en donnant des coups de pied, en brûlant, en adoptant des méthodes d'entraînement inadaptées ou en faisant consommer de l'alcool ou de la drogue sous la contrainte.

2.1.4 Atteinte à l'intégrité sexuelle

¹Cette infraction désigne tout comportement de nature sexuelle, avec ou sans contact physique, dans le cadre duquel le consentement de la personne concernée n'a pas été donné, n'a pas pu être donné ou est obtenu par manipulation, contrainte, violence ou tout comportement destiné à forcer autrui. Cela comprend notamment le harcèlement sexuel et les remarques sur les atouts et les défauts physiques, les tournures obscènes ou sexistes, la proximité et les contacts physiques non souhaités, les baisers, les allusions et les gestes grossiers, les contacts physiques et les caresses non désirés ainsi que toute forme de contrainte à des actes d'ordre sexuel, en particulier le viol, le fait de montrer, d'envoyer ou de produire du matériel pornographique (par exemple images ou films), l'encouragement à des comportements sexuellement inappropriés, et le fait d'exhiber ses parties génitales ou de se masturber.

2.1.5 Non-respect d'un devoir d'assistance

Le fait, pour une personne, de ne prendre aucune mesure pour empêcher un acte prohibé au sens des articles 2.1.1 à 2.1.4 vis-à-vis d'un sportif mineur ou d'une sportive mineure qu'elle accompagne ou pour protéger la victime après avoir constaté un tel acte, constitue une infraction.

2.2 Abus d'une fonction au sein d'une organisation sportive à des fins privées ou pour générer des avantages personnels

2.2.1 Corruption et acceptation de cadeaux ou d'autres avantages

Le fait de proposer, de promettre ou d'octroyer (corruption active) ainsi que d'accepter, de solliciter ou de se faire promettre (corruption passive) des avantages indus constitue une infraction. Les avantages indus sont des donations matérielles ou immatérielles dont la valeur n'est pas insignifiante et/ou dans la norme sociale, faites en vue d'influencer la prise de décisions d'un collaborateur ou d'une collaboratrice, de mandataires, d'un ou une titulaire de fonction. Il peut s'agir d'argent, de prestations de sponsoring, de cadeaux, d'invitations disproportionnées ou de remboursements. Toute personne utilisant des donations matérielles ou immatérielles à des fins de corruption ou

à des fins non prévues par les statuts, ou octroyant des mandats et l'organisation de compétitions sportives selon des procédures d'appel non réglementaires, enfreint cette disposition.

2.2.2 Non-divulgence de conflits d'intérêts

La dissimulation et/ou la non-divulgence d'intérêts, de participations, de relations commerciales et d'activités accessoires par un décideur ou une décideuse constituent une infraction et doivent être sanctionnées en conséquence, dans la mesure où de telles circonstances peuvent donner lieu à des soupçons de partialité. Dans de telles circonstances, la personne concernée doit se retirer d'elle-même des activités de préparation et de prise de décision d'une organisation sportive.

2.3 Comportement déloyal

Sont considérées comme des comportements déloyaux au sens des présents Statuts les violations graves des valeurs fondamentales du sport, pour autant qu'elles ne soient pas déjà couvertes par les règlements de jeu et de compétition ou d'autres dispositions des présents Statuts. Parmi ces valeurs figurent le fair-play et le renoncement à des avantages et à des moyens déloyaux en compétition, ainsi que le respect et l'égard envers soi-même, l'adversaire, les règles du jeu, les décisions de l'arbitre, le public, les animaux et l'environnement.

2.4 Incitation, participation et tentative

¹Le fait d'inciter une personne à manquer à l'éthique au sens des articles 2.1 à 2.3 ou de participer à de tels manquements constitue une violation des présents Statuts.

²Une tentative de manquement à l'éthique, même avortée, constitue également une violation des présents Statuts.

3 Abus

¹Les abus désignent une culture ainsi que l'existence ou la non-existence de structures et de processus au sein d'une organisation sportive empêchant la mise en œuvre des présents Statuts, favorisant les manquements aux présents Statuts ainsi que leur dissimulation ou les rendant plus difficiles à prévenir.

²Des sanctions peuvent être prononcées contre des personnes ainsi que contre des organisations sportives.

4 Devoirs de participation

4.1 Intégration et application des Statuts

¹Swiss Olympic, les fédérations membres et les organisations partenaires s'engagent à intégrer les présents Statuts dans leur réglementation en adaptant leurs statuts, et à veiller à ce que leurs membres directs et indirects (par ex. fédérations affiliées,

régionales ou cantonales, sections, clubs) l'intègrent également et l'imposent à leurs membres, à leur personnel et à leurs mandataires.

²Dans la mesure du possible et du raisonnable, les organisations sportives ne collaboreront qu'avec des organisations et des personnes qui se plient aux présents Statuts.

³En cas de contrat avec des encadrants et encadrantes, des entraîneurs, des médecins du sport ainsi que des coaches dans d'autres domaines spécialisés qui ne sont pas soumis au présent règlement, les athlètes ainsi que leurs parents sont tenus de vérifier que ces personnes se plient volontairement au présent règlement ou s'engagent a minima à respecter des principes et des valeurs éthiques correspondant à celles qui se trouvent à la base des présents Statuts.

⁴Les fédérations membres de Swiss Olympic abrogent parallèlement les règlements et les prescriptions existants ayant le même objet que les présents Statuts.

4.2 Information et formation

Grâce à des mesures de formation et d'information appropriées, les organisations sportives s'assurent que leurs membres directs et indirects soumis aux présents Statuts, ainsi que les personnes chargées de tâches relatives au sport, connaissent les principes et les valeurs éthiques des présents Statuts et s'y conforment. Cela inclut notamment les parents et les tuteurs légaux des sportifs et sportives mineurs.

4.3 Obligation de signalement des personnes occupant une fonction d'assistance ou de surveillance particulière

¹Les personnes soumises aux présents Statuts qui exercent une fonction particulière d'assistance ou de surveillance au sein d'une organisation sportive – par exemple entraîneurs, personnel encadrant, supérieurs et supérieures hiérarchiques directs ou indirects du personnel encadrant ou supérieurs et supérieures hiérarchiques du personnel d'organisations sportives – sont tenues de communiquer les manquements à l'éthique constatés à Swiss Sport Integrity.

²Les signalements aux autorités, aux organisations sportives ou sur des plateformes d'éthique reconnues sont considérés comme des signalements au sens de cette disposition.

³Les personnes soumises au secret professionnel ne sont pas concernées, sauf en cas de mise en danger du bien de l'enfant où elles sont tenues de faire usage de leur droit d'aviser l'autorité en vertu de l'article 314c du Code civil suisse.

4.4 Participation aux enquêtes relatives à des manquements aux Statuts

¹Les organisations et les personnes soumises aux présents Statuts sont tenues de participer aux enquêtes sur des manquements à l'éthique et des abus dans la mesure où Swiss Sport Integrity ou la chambre disciplinaire le demandent et où aucun intérêt personnel ou de tiers prépondérant démontré par la personne concernée ne s'oppose à leur participation. L'étendue de leur devoir de participation dépend de leur fonction et de leur positionnement au sein du sport suisse organisé. Les dispositions

applicables relatives à la protection des données et au droit de la personnalité demeurent réservées.

²Dans la mesure où Swiss Sport Integrity considère un manquement à l'éthique ou un abus comme vraisemblable, la personne suspecte a un devoir de participation, qui inclut notamment la divulgation d'informations personnelles qu'elle a enregistrées sur des supports électroniques (téléphones portables, tablettes et/ou ordinateurs, y compris e-mails et comptes sur les réseaux sociaux). Une personne tenue de participer à l'enquête n'est pas obligée de communiquer des renseignements qui l'incriminent personnellement.

³Swiss Sport Integrity a le droit de vérifier les informations transmises pour voir si elles incriminent effectivement la personne qui s'est engagée à participer à l'enquête. Toute information à charge, qui n'a pas été divulguée volontairement à Swiss Sport Integrity à des fins de vérification de la charge de la preuve, est à supprimer intégralement et sans délai et ne peut pas être utilisée pour incriminer la personne qui s'est compromise ou toute autre personne, dans la mesure où la personne tenue de participer à l'enquête n'a pas donné son accord.

5 Procédure

La procédure relative au signalement, à l'enquête et au jugement des manquements à l'éthique et la gestion des abus suivent le déroulement suivant :

5.1 Signalement

¹Toute personne peut signaler un manquement à l'éthique ou un abus à Swiss Sport Integrity, et ce, par n'importe quel moyen de communication. Un signalement doit contenir une description des faits et une justification.

²Une organisation sportive qui reçoit des signalements de manquements à l'éthique doit les transmettre à Swiss Sport Integrity.

5.2 Consultation de premier recours

¹Il est également possible de contacter Swiss Sport Integrity pour une consultation de premier recours. Swiss Sport Integrity auditionne la personne qui signale un manquement, l'informe des démarches possibles et de la procédure, et peut recommander une consultation approfondie auprès d'un service de consultation adapté. Une consultation de premier recours n'est pas obligatoire pour que Swiss Sport Integrity examine un potentiel manquement à l'éthique.

5.3 Première évaluation et classement des signalements

¹Swiss Sport Integrity vérifie si elle est compétente pour enquêter sur les faits signalés.

²Dans la mesure où la personne qui signale un cas est d'accord, Swiss Sport Integrity peut demander des précisions sur les faits signalés.

³Swiss Sport Integrity peut rejeter des signalements manifestement infondés, voire abusifs. Elle notifie le rejet du signalement à la personne qui en est à l'origine et l'informe de l'existence de la consultation de premier recours. La personne qui signale un cas a le droit de déposer sous 20 jours un recours motivé contre la décision de non-entrée en matière auprès de Swiss Sport Integrity. Sa décision peut être contestée sous 20 jours auprès de la chambre disciplinaire qui statue définitivement.

⁴Si Swiss Sport Integrity constate que les faits signalés relèvent de la compétence d'une autre organisation ou d'un autre service, elle fait suivre le signalement à l'organisation ou au service compétents selon elle.

⁵Si le signalement fait naître le soupçon d'un acte inapproprié ou délictueux, Swiss Sport Integrity en informe la personne qui signale un cas et transmet le signalement à l'organisation professionnelle compétente ou aux autorités chargées de la poursuite pénale, sauf si la personne à l'origine du signalement est personnellement concernée par l'acte signalé et qu'elle s'oppose à une telle transmission dans le délai imparti par Swiss Sport Integrity.

⁶Swiss Sport Integrity peut également transmettre un signalement à un autre service, à une autre organisation ou aux autorités si la personne visée par le signalement n'est pas soumise aux présents Statuts.

⁷Si, lors de la première évaluation, il s'avère que la suspicion d'un manquement à l'éthique ou d'un abus signalée concerne des collaborateurs et collaboratrices ou l'organisation de Swiss Sport Integrity, et qu'il y a lieu de craindre que des conflits d'intérêt puissent compromettre l'enquête, le signalement doit être transmis à la commission disciplinaire à des fins d'enquête.

5.4 Procédure d'enquête

¹Si Swiss Sport Integrity se déclare compétente, elle ouvre une procédure d'enquête sur les manquements à l'éthique et les abus signalés.

²Lors de la procédure, la personne qui signale un cas peut se constituer partie civile ou participer comme personne interrogée, mais elle n'y est pas obligée.

5.5 Rapport d'enquête

¹Swiss Sport Integrity produit un rapport sur les résultats de ses enquêtes, qu'elle transmet à la fédération nationale du sport concernée afin qu'elle prenne position.

²Swiss Sport Integrity présente ensuite le rapport d'enquête, assorti de la prise de position de la fédération sportive et des demandes de sanction ou de suspension de la procédure, à la chambre disciplinaire pour qu'elle se prononce. Si Swiss Sport Integrity constate des abus, elle en informe Swiss Olympic et la fédération sportive nationale concernée et invite les deux organisations à prendre position.

5.6 Jugement de la chambre disciplinaire

¹La chambre disciplinaire examine le rapport final, auditionne les parties concernées et décide de la mesure disciplinaire appropriée en cas de manquements à l'éthique.

Elle étudie également une demande de suspension de procédure de Swiss Sport Integrity.

²La chambre disciplinaire n'est pas liée par les conclusions de Swiss Sport Integrity.

³Si la chambre disciplinaire constate des abus, elle en informe Swiss Olympic.

5.7 Procédure en cas d'abus

¹En cas d'abus constatés, Swiss Olympic prononce des mesures vis-à-vis de l'organisation sportive concernée et les consigne dans une convention de mise en œuvre au sens de l'article 6.5 al. 3.

²Si l'organisation sportive concernée refuse d'approuver une convention de mise en œuvre, Swiss Olympic peut imposer unilatéralement ses mesures. L'organisation sportive concernée peut déposer un recours contre cette décision sous 20 jours auprès de la chambre disciplinaire.

³Si l'abus concerne Swiss Olympic ou son personnel, la chambre disciplinaire en informe le Conseil exécutif de Swiss Olympic. Dans les 20 jours suivant l'annonce du signalement, le Conseil exécutif nomme un comité ad hoc composé du président ou de la présidente du Conseil de fondation, du directeur ou de la directrice de Swiss Sport Integrity et du président ou de la présidente d'une fédération sportive nationale. Ce comité prononce le cas échéant des mesures vis-à-vis de Swiss Olympic et conclut avec Swiss Olympic une convention de mise en œuvre.

5.8 Contestation de décisions de la chambre disciplinaire

¹Les décisions de la chambre disciplinaire peuvent être contestées auprès du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) à Lausanne conformément à son compromis d'arbitrage.

²Ces décisions peuvent être légitimement contestées par les personnes sanctionnées, la victime de mauvais traitements constatés, Swiss Sport Integrity, Swiss Olympic et la fédération nationale responsable du sport concerné par le manquement à l'éthique.

5.9 Mesure transitoire

¹Si Swiss Sport Integrity ou la chambre disciplinaire constatent un fait qui constitue très probablement un manquement à l'éthique au sens de l'article 2 et en cas de danger pour l'intégrité physique, psychique et sexuelle d'un sportif ou d'une sportive ou pour la bonne gestion d'une organisation sportive, Swiss Sport Integrity prononce une mesure transitoire adaptée pour la durée de la procédure immédiatement après l'audition de la personne concernée.

²Si une mesure transitoire est prise sur la base des résultats de l'enquête et que le manquement à l'éthique reproché n'est pas avéré, la suspension transitoire est levée immédiatement.

³Un recours contre une mesure transitoire peut être déposé auprès de la chambre disciplinaire. Sa décision est définitive.

5.10 Principes de la procédure

5.10.1 Protection de la personne qui signale un cas

¹A des fins de protection, les personnes qui signalent un cas peuvent le faire anonymement. Une plateforme technique est à leur disposition pour cela. L'anonymat signifie que Swiss Sport Integrity, la chambre disciplinaire, les organisations sportives concernées et Swiss Olympic n'ont pas connaissance de l'identité de la personne qui signale un cas, sauf si celle-ci est d'accord pour que son identité soit dévoilée.

²Swiss Sport Integrity respecte le désir d'anonymat de la personne qui signale un cas. En cas de signalement aux autorités étatique ou à d'autres organisations et services au sens de l'article 5.3, préserver l'anonymat de la personne qui signale un cas permet d'assurer sa protection et son bien-être. Font exception les obligations légales de renseigner ainsi que les dénonciations en cas de soupçon d'infractions pénales et de situations poursuivies d'office dont la divulgation est nécessaire en vue de protéger les personnes qui signalent un cas ou des tiers d'un grave danger.

³Swiss Sport Integrity traite également les signalements non anonymes de façon confidentielle et transmet, dans le cadre de l'enquête, des informations relatives aux signalements et à l'identité des personnes qui signalent un cas uniquement à des personnes qui en ont besoin afin d'exercer leur fonction conformément à leurs obligations et d'assumer leurs responsabilités.

⁴Swiss Sport Integrity et/ou la chambre disciplinaire s'assurent que les personnes, anonymes ou non, qui signalent un cas peuvent bénéficier d'un soutien et d'un suivi.

⁵Les personnes qui signalent un manquement à l'éthique ou un abus en toute bonne foi ou qui donnent des informations en leur âme et conscience dans le cadre d'une procédure de Swiss Sport Integrity ou de la chambre disciplinaire ne doivent pas être pénalisées pour cela.

⁶Un signalement est considéré comme fait en toute bonne foi si son auteur ou son auteure pouvait raisonnablement considérer que le manquement à l'éthique ou l'abus signalé était bien réel.

5.10.2 Droit d'être informé et entendu

La chambre disciplinaire s'assure que les personnes et les organisations faisant l'objet d'une procédure disciplinaire sont informées des faits reprochés à temps et de façon complète, et peuvent prendre position à ce sujet.

5.11 Protection de la procédure

Les infractions suivantes aux dispositions de protection de la procédure au sens des présents Statuts constituent des infractions aux présents Statuts et peuvent être sanctionnées conformément à l'article 6 :

- Fait d'empêcher, d'entraver ou d'influencer une procédure du service de signalement ou de la chambre disciplinaire ;
- Omission d'un signalement par une personne occupant une fonction d'assistance ou de surveillance particulière au sens de l'article 4.3 ;

- Refus de participer à une procédure du service de signalement ou de la chambre disciplinaire au sens de l'article 4.4.
- Signalement intentionnellement faux, mensonger ou malveillant au préjudice d'une tierce personne selon l'article 5.3 al. 2 ;
- Pénalisation consciente d'une personne qui a signalé un manquement à l'éthique ou un abus en toute bonne foi à Swiss Sport Integrity ou qui a donné des informations en son âme et conscience dans le cadre d'une procédure de Swiss Sport Integrity ou de la chambre disciplinaire ;
- Empêchement d'un signalement effectué en toute bonne foi par la violence, la menace ou l'intimidation au sens de l'article 5.10.1 al. 6.

5.12 Règlements de procédure

L'organisation, la mission et les attributions de Swiss Sport Integrity et de la chambre disciplinaire ainsi que leurs procédures reposent en grande partie sur les règlements de procédure pour Swiss Sport Integrity et pour la chambre disciplinaire.

6 Conséquences

6.1 Mesures disciplinaires

¹Les manquements aux présents Statuts peuvent être sanctionnés par une ou plusieurs des mesures disciplinaires suivantes :

- a. Avertissement ;
- b. Interdiction temporaire ou, en cas de manquements graves, permanente d'exercer certaines activités dans le sport organisé ;
- c. Révocation temporaire ou, en cas de manquements graves, permanente des titulaires d'une fonction au sein d'un organe d'une organisation sportive (par ex. comité directeur) ;
- d. Exclusion temporaire ou, en cas de manquements graves, permanente d'une organisation sportive ;
- e. Amendes allant jusqu'à CHF 50 000.–.

²En lieu et place ou en plus d'une mesure disciplinaire, la chambre disciplinaire peut imposer un suivi limité dans le temps ou un coaching de la personne fautive par une personne indépendante.

6.2 Proportionnalité des mesures disciplinaires

¹Pour définir la mesure disciplinaire adéquate, il s'agit de tenir compte de tous les facteurs déterminants y compris la nature du manquement aux présents Statuts, le potentiel effet dissuasif vis-à-vis du type de comportement fautif en question, le degré de participation et de coopération de l'auteur ou de l'auteure dans le cadre de l'enquête, le motif et les circonstances du manquement, le degré de la faute de l'auteur ou de

l'auteur, si celui-ci ou celle-ci reconnaît son erreur ou non et si il ou elle s'efforce ou non de remédier aux conséquences de son manquement à l'éthique.

² Il s'agit également d'évaluer si l'auteur ou l'auteure a exploité la relation particulière de confiance ou de dépendance qu'il ou elle entretenait avec la personne victime du manquement, par exemple en tant qu'encadrant ou encadrante, si il ou elle a manqué aux présents Statuts de façon répétée ou durable ou si le manquement à l'éthique a été commis au détriment d'une personne mineure, ce qui constitue des circonstances aggravantes.

³ Il s'agit en particulier d'évaluer si l'auteur ou l'auteure a participé volontairement à l'élucidation du manquement à l'éthique, a répondu rapidement du manquement à l'éthique ou éprouve des remords, ce qui constitue des circonstances atténuantes.

6.3 Publication des décisions de la chambre disciplinaire

¹ La chambre disciplinaire fait parvenir ses décisions aux parties et aux organisations concernées par le manquement à l'éthique signalé qui s'est produit dans son domaine de compétence. Cela comprend les fédérations sportives nationales concernées et Swiss Olympic.

² La chambre disciplinaire peut publier ses décisions dès que celles-ci entrent en vigueur et que la publication présente un intérêt public. Elle prend en compte les droits de la personnalité des personnes concernées.

6.4 Autres mesures

Swiss Olympic et les organisations sportives se réservent le droit de prendre d'autres mesures vis-à-vis de la personne concernée ou de l'organisation à laquelle cette personne appartient, comme le retrait d'une licence d'entraîneur, d'une Swiss Olympic Card ou d'un label Swiss Olympic ou encore la diminution des prestations financières.

6.5 Mesures visant à éliminer les abus

¹ Si Swiss Sport Integrity ou la chambre disciplinaire constatent un abus au sein d'une organisation sportive à la suite d'un signalement ou dans le cadre du traitement ultérieur d'un signalement en raison d'un manquement potentiel aux Statuts, elles sont tenues d'en faire part à Swiss Olympic et d'émettre une recommandation visant à éliminer l'abus. Il incombe ensuite à Swiss Olympic de prononcer des mesures appropriées à l'égard de l'organisation sportive concernée visant à mettre fin à l'abus.

² De telles mesures peuvent par exemple comprendre :

- a. Mesures de sensibilisation et de formation continue ;
- b. Conseil par une personne ou un organe spécialisé ;
- c. Elaboration ou adaptation du cahier des charges de certains employés ou agents publics ;
- d. Introduction ou adaptation d'obligations en matière de reporting ;
- e. Introduction ou adaptation de mécanismes de contrôle.

³Swiss Olympic et les organisations sportives concernées concluent une convention de mise en œuvre écrite sur les mesures visant à mettre fin aux abus. La convention de mise en œuvre ne peut pas être vérifiée par la chambre disciplinaire et n'est pas contestable.

⁴Le non-respect de la convention de mise en œuvre constitue un manquement aux présents Statuts. Les personnes responsables peuvent être sanctionnées conformément aux présents Statuts. Swiss Olympic se réserve le droit de prendre d'autres mesures.

7 Notification aux organisations sportives et au grand public

¹Swiss Sport Integrity informe les organisations sportives concernées par un manquement à l'éthique présumé dans leur domaine de compétence qu'une procédure d'enquête a été ouverte. Elle leur fait parvenir le rapport d'enquête afin qu'elles prennent position, avant de le transmettre à la chambre disciplinaire. Elle prend en compte les intérêts dignes de protection des victimes présumées et des personnes visées par l'enquête, ainsi que l'intérêt d'un déroulement impartial de l'enquête.

²Si la protection des personnes et l'intérêt public l'exigent, Swiss Sport Integrity peut informer les organisations sportives et le grand public d'une procédure d'enquête en cours, dans le respect du droit de la personnalité des parties de la procédure, ainsi que de la décision de la chambre disciplinaire.

³Si cela est nécessaire pour la protection et le bien-être d'une personne ou d'une organisation au sens de l'article 1.1, Swiss Sport Integrity informe les organisations sportives et les autorités judiciaires étatiques en cas de comportement ou d'acte particuliers d'une personne non soumise à ces Statuts, dans la mesure où ce comportement ou cet acte constitue un manquement à l'éthique au sens de l'article 2. Il convient de préserver les droits de la personnalité des tiers.

8 Dispositions finales et transitoires

8.1 Prescription

¹ Les manquements aux présents Statuts sont soumis à un délai de prescription de dix ans. En cas de mauvais traitements vis-à-vis d'une personne mineure, le délai de prescription est de dix ans après la majorité de la personne mineure concernée. La notification d'un signalement au service de signalement interrompt la prescription.

²Le délai de prescription est suspendu si une procédure pénale est lancée pendant ce délai.

³Swiss Sport Integrity peut également participer à l'élucidation de manquements aux présents Statuts prescrits s'ils sont graves et que leur traitement revêt un intérêt public. Pour ce faire, Swiss Sport Integrity cherche à collaborer avec les organisations sportives, les autorités politiques et des spécialistes indépendants. Si sanctionner des abus dont le délai de prescription est dépassé est exclu, il est possible de demander la mise en place de mesures visant à y mettre fin.

8.2 Abrogation ou adaptation des règlements existants

¹Les présents Statuts ont été adoptés par le Parlement du sport le XX.XX.2021 et entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

²Les codes de conduite existants de Swiss Olympic seront abrogés au 1^{er} janvier 2022.

³Les présents Statuts doivent être révisés au minimum tous les deux ans et, le cas échéant, être adaptés à la lumière de l'expérience et des connaissances acquises.

8.3 Interprétation

¹En cas de divergence entre les différentes versions des présents Statuts, la version allemande fait foi.

PROJET